

INITIATIVE ● 300 PERSONNES RÉUNIES MARDI 8 NOVEMBRE À L'HÔTEL DE VILLE

Aubervilliers mobilisée contre les violences



Alors que le gouvernement instaure l'état d'urgence, l'apprentissage à 14 ans et que Nicolas Sarkozy multiplie les provocations et revendique l'emploi des mots « racaille » et « Kärcher », il m'apparaît plutôt essentiel de réfléchir aux réponses à apporter, vite, aux problèmes révélés à nouveau par l'explosion de violence survenue.

Je pense que nous sommes tous d'accord pour refuser cette violence aveugle, rechercher les moyens d'en sortir rapidement et de donner à ces événements les prolongements qu'ils méritent en s'attaquant aux causes qui les ont provoqués.

Etat d'urgence ? Oui ! mais d'urgence sociale. Aujourd'hui, la banlieue est au cœur de la crise de la société française. Sa jeunesse subit de plein

fouet les conséquences d'une politique qui condamne au chômage près de 40 % des jeunes de moins de 25 ans dans nos quartiers. Comment alors s'étonner qu'un jour ils se révoltent ?

La situation que nous connaissons aujourd'hui est aussi le résultat de trop de maltraitements, de vexations et d'humiliations quotidiennes de nombreux jeunes.

L'abandon de la prévention, comme cela a été le cas au cours des dernières années au profit du tout répressif, a été et sera toujours une erreur car il ne résout rien et occulte les causes de ces explosions de violence.

Une politique efficace de sécurité publique doit se fonder en permanence sur la prévention, la dissuasion, la répression et la sanction des délits, dans le respect du droit.

La mesure phare du gouvernement pour

sortir de cette situation est l'instauration du couvre-feu. C'est une piètre et dangereuse réponse à une situation qui se nourrit du malvivre de millions de nos concitoyens.

Il nous faut ensemble substituer à la violence autodestructrice un processus de construction citoyen débouchant sur la mise en œuvre d'un plan national d'urgence pour l'école, l'emploi, la formation, le logement, les services publics mettant fin à l'intolérable situation d'exclusion dont souffrent les habitants de nos banlieues et qui est la première des violences.

Il nous faut aussi mettre en avant les atouts de notre banlieue, de notre ville, valoriser et être fiers de ce qui s'y crée, s'y construit, s'y invente tous les jours.

Pascal Beudet,
maire

**Rencontre-débat
à l'initiative
de Pascal Beudet,
maire d'Aubervilliers**

**jeudi 17 novembre
à 20 heures**

**Espace Rencontres
salle blanche
10 rue Crèvecoeur.**

Plusieurs centaines de personnes se sont déplacées, mardi 8 novembre, répondant ainsi à l'appel de la municipalité après les violences perpétrées dans certains quartiers. Enseignants, représentants du tissu associatif dans toutes ses composantes, ils ont témoigné, échangé, dialogué ensemble et avec les élus municipaux, la députée, Muguette Jacquaint, et Mouloud Aounit, conseiller régional. Ils ont condamné les violences d'une minorité, réaffirmé leur attachement aux valeurs d'égalité, de justice. Ils ont aussi tenté de comprendre et insisté sur la nécessité du dialogue. Ils ont réclamé des moyens à la hauteur des difficultés, particulièrement en matière d'emploi, et aussi exigé une réelle solidarité nationale. Extraits.

● Jean Beckerich (Fnaca)

Il y a un déficit d'éducation. Certains mineurs ne sont pas corrects avec les adultes. Il faut inculquer le respect de la personne humaine et du bien d'autrui. Je propose que chaque Albertivillarien adresse un courrier au Premier ministre pour lui dire son refus du couvre-feu...

● Un habitant

Ces jeunes, à chaque fois qu'ils brûlent une voiture c'est une voix pour Sarkozy ou une voix pour Le Pen. Donc, il faudrait se poser les bonnes questions, comment réagir ?

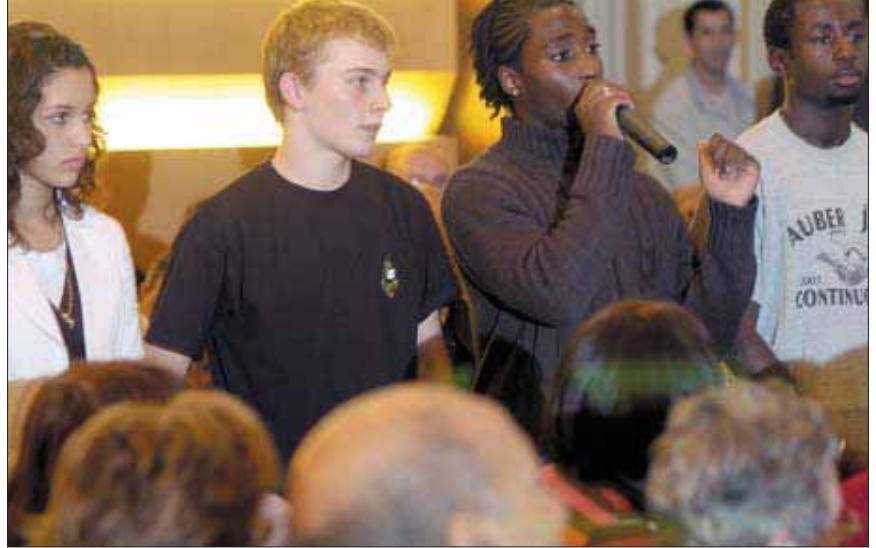
Non aux violences, ou

● Communiqué des jeunes du Conseil départemental de la jeunesse

Nous, jeunes du Conseil départemental de la jeunesse de la Seine-Saint-Denis, représentants des villes d'Aubervilliers, de Saint-Denis, du Blanc-Mesnil, de Stains, de La Courneuve, de Pierrefitte, de Clichy-sous-Bois, de Montreuil, de Bagnolet et de Sevran, condamnons les violences et dégradations actuelles dont nous sommes les premières victimes ainsi que nos frères et sœurs, parents ou voisins.

Elles révèlent le malaise de nos cités, quartiers et banlieues, qui sont l'objet de discriminations quotidiennes et insupportables pour nous qui sommes l'avenir de la France.

Aujourd'hui, nous appelons au calme et au dialogue, et souhaitons que l'attention sur nos quartiers et nos villes soit transformée en actions concrètes et positives des décideurs.



● Antony

La violence qu'on voit, ce n'est pas la violence de tous les jeunes. La majorité des jeunes de France, de Seine-Saint-Denis, d'Aubervilliers ne participent pas à ces exactions. C'est l'œuvre d'une minorité.

Je vois dans mon quartier beaucoup de jeunes qui ont des difficultés avec l'administration, avec l'autorité et ils ne participent pas à cela, mais ils

m'ont demandé quand fera-t-on une manifestation contre Sarkozy ?

On peut comprendre ce qui se passe : quand Sarkozy traite les jeunes de racailles, quand les forces de l'ordre manquent de respect aux jeunes, quand il y a des discriminations systématiques selon la consonnance de votre nom ou selon votre adresse, il y a un problème.

● Eric Daled, un habitant de Paul Bert



En 1995, Jacques Chirac alors en campagne disait : « Il existe une fracture sociale dans ce pays, il avait raison ! » L'analyse était pertinente, les réponses sont impertinentes. Les jeunes disent tout haut ce que nous pensons tous. C'est insupportable la façon dont on nous traite... Les violences, c'est la suppression des entreprises ; c'est la suppression de l'emploi.

Je n'accepte pas la violence, elle me fait peur. Je la condamne...

Ne sommes-nous pas capables aujourd'hui, ensemble, d'imposer d'autres choix de société... Le rêve nous est-il interdit ?

● Brahim, un habitant des Quatre-Chemins

Pourquoi les jeunes foutent-ils la m... ? On fait des lettres de motivation, on dépose des CV, on ne reçoit même pas une réponse pour nous dire il n'y a plus de place. Rien du tout ! On se déplace : pas de travail ! Moi je vais à l'université, je suis dans une association, aujourd'hui, je suis venu ici pour vous dire qu'il fallait mettre en avant le dialogue entre parents et enfants...

Il faut dialoguer, comprendre les problèmes et réfléchir aux moyens de les résoudre.

● Saïd Bennajem, Boxing Beats

Ce problème concerne tout le monde, la gauche comme la droite. Il faut mettre en avant les projets qui marchent, il faut mettre en avant les jeunes qui s'en sortent, ceux qui ont des facultés à entraîner les autres pour faire des choses positives.

...Je m'occupe d'enfants de 12 ans à la salle de boxe, ce ne sont pas des racailles... Il faut s'unir pour que le gouvernement se rende compte qu'il a en face de lui des jeunes qui ont envie d'avancer, de construire, de s'en sortir.

● Un habitant des Quatre-Chemins

Nous, quand on vit dans ces quartiers, on vit mal, les gens veulent partir... Le référendum a donné le ton, mais le gouvernement n'en a pas tenu compte.

Aujourd'hui, il faudrait pouvoir peser sur le gouvernement pour obtenir

des réponses sociales concrètes. Il faut revoir la politique menée au niveau national... On fait du saupoudrage, les choix aujourd'hui mis en œuvre remettent en cause les solidarités entre les gens parce qu'on attaque les services publics...



... à l'état d'urgence sociale

● André Narritsens, collectif habitants du quartier Maladrerie et Emile Dubois

Nous animons un collectif d'habitants. Nous avons utilisé nos réseaux et nous avons organisé des balades citoyennes pacifiques, hommes et femmes, pour dire que nous ne voulions pas abandonner l'espace public à des groupes et aux violences... Il y a une fracture avec une fraction de la jeunesse, limitée mais en rupture. Il y a une cassure

sociale grave, pas propre aux jeunes sous l'effet des années de crise. Il faut une remobilisation politique. On a besoin de reconstruire des solidarités, de construire des solutions durables... Je fais une proposition concrète : une manifestation avec pour thème : « Mobilisée contre les violences Aubervilliers lutte et luttera contre les inégalités ».

● Ortrud Roch, association Autour de vous

Nous avons créé notre association il y a 9 ans. Nos activités associent des parents et des jeunes. Ceux-ci sont atterrés par ce qui se passe... Il faut créer encore plus de liens et faire du travail en amont avec les jeunes.

● Diallo Fofana, Association boulyenne pour le développement et l'insertion

En 28 ans d'immigration, je n'ai jamais vu ça ! Les mesures du ministre de l'Intérieur ne vont pas résoudre le problème. Il faut défendre le dialogue, s'asseoir et discuter. Le couvre-feu ne va rien régler. Les parents doivent prendre leurs responsabilités...



● Mme Falsetti, directrice de l'école Edgar Quinet

Je suis en colère de voir toute cette énergie négative, mais ces jeunes mettent le doigt sur ce qu'on vit dans le 93, depuis longtemps. On le voit dans les écoles! (...)

Il y a le feu, on fait quoi ? Comment retrouver le dialogue avec les jeunes ? Ils ont des choses à dire... Les adultes doivent exprimer la colère de la Seine-Saint-Denis qui ne peut accueillir et assumer seule la misère du monde.



● Mme Choquet, Ligue des Droits de l'homme

Peut-être que nous pourrions aussi nous battre pour que les étrangers résidant ici puissent voter aux élections locales puisqu'ils payent leurs impôts, participent à la vie locale. Peut-être que si on les impliquait un peu plus dans les décisions politiques, comme cela se fait dans d'autres pays européens, ça pourrait être un point positif... Ce n'est pas la réponse du conseil des ministres exceptionnel qui nous propose le couvre-feu en faisant référence, plutôt malvenue, à la guerre d'Algérie qui est la solution.

● Fathi, un jeune du quartier Villette

Les jeunes d'Aubervilliers ont donné des exemples de solidarité, notamment avec les victimes des tremblements de terre (...). Les casseurs sont une minorité, mais l'injustice sociale, économique frappe la jeunesse (...). Il faut redonner de l'espoir et dire que la violence ne mène à rien.

● Une habitante du centre-ville

Aider les jeunes, oui ! à trouver un travail parce qu'ils ont droit au travail, ils ont droit au logement. Que ceux qui ont fait mal soient punis, et que les parents soient aussi responsables. Mais on doit condamner ceux qui ont démolé le tissu industriel de la Seine-Saint-Denis. Au lieu de nous coller un couvre-feu, ça ne leur est pas venu à l'idée de dire, alors qu'il y a tant de grandes sociétés, d'entreprises, prenez 15 à 20 jeunes pour leur donner du travail !



● J. Poiret, CNL

Dans les cités, il y a aussi des problèmes, des caïds et ce ne sont pas des jeunes. Je vois aussi des très jeunes traîner dans la cité le soir. Ces jeunes, ce sont nos jeunes, quelle que soit la couleur de leur peau. Je ne suis pas d'accord avec le couvre-feu. Je suis contre cette façon de faire.

● Un jeune du quartier Paul Bert

Il faut le dire, une immense majorité ne participe pas à ces exactions. Quand fait-on une manifestation contre Nicolas Sarkozy ? Il faut être offensif.

● Anne Bottega (UL CGT)

Il faut d'autres réponses politiques que l'apprentissage à 14 ans et le couvre-feu (...). Il y a des questions fondamentales à travailler : l'emploi, l'école et aussi l'aspect citoyen.



Bernard Vincent, adjoint à la Prévention et Sécurité des personnes et des biens

Il y a eu des choix politiques : la fin des emplois-jeunes, de la police de proximité ou encore du plan de rattrapage Education nationale. Quand ce gouvernement de droite a supprimé les emplois-jeunes, il a supprimé la possibilité pour des jeunes de rentrer à l'Education nationale ou dans la Police... Quand il a supprimé la police de proximité, il a choisi de donner la priorité à la répression.

Je suis contre le couvre-feu. Il faut proposer autre chose. Même les « mesurées » gouvernementales, il faut les prendre. Il faut dire ce que nous voulons. Il faut dire aux associations qui ont eu leurs subventions supprimées, qu'ils doivent redéposer des projets. La ville travaille avec l'association A travers la ville et le Conseil général à la mise en place d'éducateurs de prévention en direction des mineurs...

Muguette Jacquaint, députée

Ça fait chaud au cœur de voir la population d'Aubervilliers rassemblée nombreuse... Il faut condamner la jeunesse qui brûle, mais réfléchir à ce qu'elle exprime. Cette situation est la conséquence de choix politiques. La crise dure depuis longtemps et pas seulement dans les banlieues. Il y a urgence sociale. A l'Assemblée nationale, tout le monde fait référence aux valeurs de la République. Egalité... Justice... Mais quelles sont-elles ? Quand on compare le potentiel fiscal de la ville de Neuilly, 2 152 € par personne, et celui de Stains, 521 €... par personne. Où est l'égalité ? Et la loi sur le logement social ? Certaines villes refusent de l'appliquer. Et le taux de chômage dans les banlieues populaires... Est-ce cela la justice ? Oui, on a besoin de moyens ? Il faut se parler, vivre ensemble et ne pas laisser casser les solidarités... Oui il y a urgence, urgence sociale.

Mouloud Aounit, conseiller régional

Je veux vous dire que c'est réconfortant de se retrouver ce soir. Les mots employés par Sarkozy en direction des jeunes sont un signe destiné à l'électorat de Le Pen. Toutes ces relégations, ces discriminations, toutes ces politiques, tout ce mépris ont fait exploser la colère. Nous ne pouvons pas absoudre des violences qui finalement se retournent contre les gens en difficulté...

Avec l'annonce du couvre-feu, le gouvernement continue dans la provocation, cette mesure ouvre des blessures. C'est une humiliation à l'égard des enfants et petits-enfants des Algériens qui ont connu cela pendant la guerre d'Algérie. Ce gouvernement doit s'attaquer avec des moyens conséquents à la pauvreté.

« Démocratie et violence, ça ne va pas ensemble ! »

Cette phrase, Pascal Beaudet l'a souvent prononcée ces derniers jours. Il ne cachait donc pas sa satisfaction mardi, devant le grand nombre d'Albertvilliers qui avaient répondu présents à son appel. Tant il sait que seules l'intervention et l'action citoyennes permettent, au delà de l'unanime condamnation des dégradations commises, de trouver de vraies solutions.

Comme beaucoup d'intervenants, le maire a évoqué le vécu de ces jeunes des quartiers populaires et leur manque de repères : « Mais comment ne pas les comprendre alors que des adultes de plus en plus nombreux sont dans ce cas et parfois des maires aussi. Où sont en effet les repères lorsque l'Etat revient sur ses

engagements signés concernant le prolongement de la ligne 12 à Aubervilliers et diffère sans cesse sa signature pour les contrats de renouvellement urbain pour les quartiers en grande difficulté sociale ? »

Evoquant le couvre-feu et les mesures annoncées par le gouvernement, le maire s'est adressé solennellement à l'assistance : « Je veux construire avec vous une autre réponse. Une réponse qui associerait l'ensemble des femmes, hommes, jeunes, élus, représentants des services publics, des associations, des forces organisées qui aujourd'hui agissent face à cette situation. »

Un premier pas en ce sens aura lieu le 17 novembre à l'espace Rencontres.

● *Poubelles, bâtiments, voitures...*

Le vrai bilan des dégradations

Face aux rumeurs de toutes sortes, parfois mal intentionnées, rien ne vaut la transparence. Voici donc, communiqué par les sapeurs pompiers, le bilan réel des dégradations commises à Aubervilliers depuis le début de la flambée de violence, au moment de la mise

sous presse de ce numéro spécial d'*Aubermensuel* : 104 voitures détruites, 30 feux de poubelles, 23 bâtiments dégradés dont deux incendies importants à la salle de sports du collège Gabriel Péri et dans un entrepôt situé rue Danielle Casanova. Pour le moment, ce dernier

sinistre suscite beaucoup de perplexité quant à son lien direct avec les événements actuels. L'enquête en cours permettra d'y voir plus clair.

Deux policiers ont été blessés ainsi qu'un jeune par un tir de flash ball.



La salle de sports du collège Gabriel Péri (ci-dessus) a été totalement incendiée, ainsi que les entrepôts de tissus de la rue Danielle Casanova.



● *Des réactions immédiates*

Elus et services municipaux en première ligne

Dès les premières manifestations de violence survenues dans la ville, le maire et la municipalité ont organisé une cellule de veille. Sur la base du volontariat, des agents municipaux et de Plaine Commune ont été répartis sur plusieurs sites d'Aubervilliers pour marquer leur présence et donner l'alerte si nécessaire.

Dimanche 6 novembre, Pascal Beaudet a participé à la conférence des maires de Plaine Commune au cours de laquelle Patrick Braouezec a demandé une entrevue au Premier

ministre et exigé un « Grenelle » dans les quartiers. Au cours de cette réunion, les élus ont aussi rencontré de nombreux représentants d'associations qui interviennent sur le territoire de la communauté d'agglomération. Depuis le vendredi 4 novembre, les élus de la majorité municipale se relaient dans les quartiers de la ville pour établir ou rétablir le dialogue.

Le 7 novembre, le maire d'Aubervilliers s'est aussi adressé à toute la population dans un courrier où il condamnait fermement « les agissements parfois criminels de quelques-

uns ». Pascal Beaudet juge aussi inacceptable la faiblesse des moyens consacrés par l'Etat pour « l'école et la formation, pour l'accès aux emplois, aux soins, au logement, pour des transports de qualité, pour l'accès aux loisirs et à la culture, pour l'exercice de la citoyenneté ».

Enfin, il appelait les habitants à porter ensemble ces exigences sociales et à agir contre toutes les violences. Un premier pas important était fait le lendemain 8 novembre où plus de 300 personnes ont répondu à l'invitation de la municipalité.

Dès le début des événements, les élus et des agents des services municipaux se sont rendus sur les lieux des exactions, ont soutenu les habitants et organisé la protection des bâtiments publics.



Échanger, chercher et trouver ensemble des solutions concrètes. Comment agir pour que les exigences sociales révélées par les violences deviennent réalités ? Quelles alternatives politiques ?

Rencontre-débat à l'initiative de Pascal Beaudet, maire d'Aubervilliers,
en présence de sociologues, d'élus et d'acteurs de terrain.

jeudi 17 novembre
à 20 heures

Espace Rencontres
salle blanche, 10 rue Crève-cœur.

AUBERMENSUEL

Supplément au n°155, novembre 2005
Édité par l'association Carrefour pour l'information et la communication à Aubervilliers, 7, rue Achille Domart, 93308 Aubervilliers Cedex. Tél. : 01.48.39.51.93 Télécopie : 01.48.39.52.43 aubermensuel@mairie-aubervilliers.fr
Directeur de la publication : Guy Dumélie. Directeur de la rédaction : Richard Musat-Grünenwald. Rédactrice en chef : Marie-Christine Fontaine. Directeur artistique : Patrick Despierre. Photos : Willy Vainqueur. Secrétaire de rédaction : Marie-Christine Fleuriet. Maquettiste : Zina Terki. PSD publicité : 01.42.43.12.12 Numéro de commission paritaire : 73261 Dépôt légal : novembre 2005